DOCUMENT DE STRATEGIE

ADISI - CAMEROUN

ADISI-Cameroun

Siège social : Douala-Cameroun 3ème étage Immeuble Aziccul, Rond-point feu Rouge

Tél : (+237) 243 526 139

Email : adisi@adisicameroun.org

Site : www.datacameroon.com

Facebook : @adisi-cameroun

Twitter : @AdisiCameroun

ADISI - CAMEROUN

Plan de stratégie 2020-2024

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION

Historique

Raison d'être

Réalisations

Leçons apprises

Avantages comparatifs et valeur ajoutée

II. PRESENTATION DE ADISI

III. ANALYSE DU CONTEXTE ACTUEL

IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES

V. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

1. Vision
2. Mission
3. Axes et objectifs stratégiques
4. Domaines d'intervention
5. Principes
6. Approches
7. Théorie de changement retenue
8. Priorités programmatiques
9. Cibles et bénéficiaires

ADISI-Cameroun

Siège social : Douala-Cameroun

3ème étage Immeuble Aziccul,Rond-point feu Rouge

Tél : (+237) 243 526 139

Mail : adisi@adisicameroun.org

Site : www.datacameroon.com

Facebook : @adisi-cameroun

Twitter : @AdisiCameroun

I. INTRODUCTION

Démocratie, développement et gouvernance sont des concepts qui interagissent et s'enrichissent mutuellement. Le Discours historique de la Baule marque un tournant décisif quant aux processus politiques de la plupart des Etats africains, essentiellement caractérisés par des régimes politiques n'ayant pas imprimé des dynamiques d'instauration d'espaces empreints de liberté, de stabilité, propices au développement. Les années qui suivront ce « rendez – vous » entre les pays anciennement colonisés par la France et cette dernière seront déterminantes dans leurs nouvelles orientations politiques. L'on vivra alors le début de la dernière vague de démocratisation coïncidant avec la chute du Mur de Berlin et la fin des tensions idéologiques. Le cérémonial des Conférences nationales et les engagements s'ensuivront pour une ouverture démocratique en Afrique n'induira nullement une amélioration du point de vue politique en Afrique. En effet, une évaluation faite, quelques années plus tard permettra de constater que les mêmes élites sont demeurées au pouvoir malgré les expressions d'intention et les décisions prises pour l'ouverture au pluralisme politique avec un multipartisme, une société civile émergente, un pluralisme médiatique, etc. Ceci fera dire à Jean François Bayart qu'en Afrique, nous faisons face à une situation de « continuité dans le changement », cherchant à démontrer la nature stérile et le caractère factice de cette ouverture démocratique dans la plupart des Etats africains.

Cette donne fera évoluer le paradigme des relations entre le Nord et Sud par la reconfiguration des conditionnalités de l'Aide publique au développement (APD). Une de ces conditionnalités de l'APD sera désormais la capacité des Etats récipiendaires de cette aide à faire preuve d'une bonne gestion des finances publiques : le concept de gouvernance fait alors son apparition et se démocratise dans les discours des acteurs étatiques et des partenaires.

Dans le même ordre d'idées, après plusieurs théories du développement successivement proposées par le Nord, l'on constate plusieurs faits renseignant sur leurs limites : une volonté de linéarisation et de standardisation du développement impossible, une approche « top down » occultant les initiatives intéressantes portées par la base, les dynamiques endogènes ne sont nullement intégrées, etc. L'échec de ces différentes théories sera démontré par le fait que plusieurs Etats sont restés dans leur situation de sous-développement des décennies après la présentation et le développement de ces théories. La définition, au début des années 2000, d'un document de stratégie 2000 – 2015, porté par le Système des Nations Unies, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), renseigne à suffisance sur le défi global que constitue le développement.

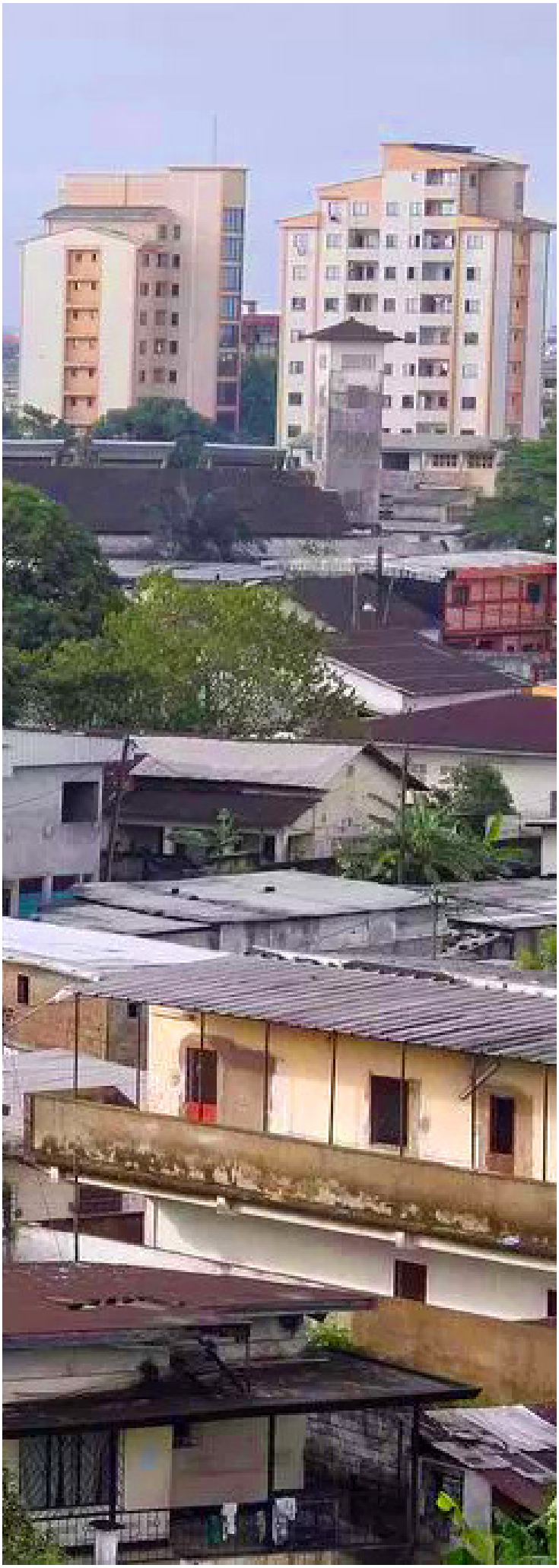
Par ailleurs, au fil de la mise en œuvre des processus politiques et de développement, quelle que soit la qualité de ceux – ci, l'Afrique n'a jamais été en marge des évènements et des faits mondiaux même si leur impact est très équivoque, souvent infime. A titre d'illustration, notons, au début des années 2000 la montée fulgurante des « autoroutes de l'information » qui bouleverseront beaucoup de certitudes mais également les rapports humains, les modes de gouvernance de plusieurs secteurs. Elles rapprocheront virtuellement les peuples, reconfigureront les processus de production

et de diffusion de l'information, influenceront les schèmes de pensée et le mode de vie d'une frange importante de la population mondiale, notamment les jeunes qui présentent les prédispositions naturelles à s'insérer dans ces types de dynamiques porteuses de changement. En effet, l'impact de l'intrusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication sera tel que certains observateurs qualifieront le phénomène de « troisième révolution industrielle ».

C'est dans ce contexte complexe, renfermant des défis multidimensionnels que l'Association pour le développement intégré et la solidarité interactive (ADISI - Cameroun) a été mise en place en 2010 dans une finalité de contribuer à la mise en œuvre des processus politiques et de développement au Cameroun et plus largement en Afrique centrale à travers le prisme de la gouvernance.

De manière plus spécifique, l'ADISI – Cameroun s'est positionnée sur les questions de droits humains, d'accès à l'information, de la liberté d'expression, du contrôle citoyen, des droits digitaux etc mais également de toute cette constellation de sous - concepts gravitant autour du concept polysémique et plus englobant de gouvernance.

« Ce document a été le fruit d'un long processus avec plusieurs étapes: diagnostic de l'efficacité organisationnelle de ADISI, atelier de planification stratégique regroupant tous les membres de l'organisation et des personnes ressources, session de validation et enfin finalisation. Il fut réalisé avec l'appui de M. Mamadou Seck, Spécialiste en gouvernance organisationnelle Manager général du cabinet Synapsus Consulting basé à Dakar, Sénégal. »



II. PRESENTATION DE L'ADISI

HISTORIQUE

L'Association pour le développement intégré et la solidarité interactive (ADISI-Cameroun) est une organisation de la société civile née de la réunification d'un groupe constitué de plusieurs fondateurs encore appelés « Founding father » qui sont issus de différentes catégories professionnelles : journaliste, juriste, sociologue, acteurs de la société civile, activiste, etc.

ADISI - Cameroun a été créée en 2010 et sa création est autorisée par la loi du 19 décembre 2000. Elle est entrée effectivement en activité à partir du dernier semestre de 2015. Il s'agit d'une association de droit camerounais.

Son cœur de métier se veut à cet effet être l'information et la gouvernance. Son siège social est situé à Douala la capitale économique du Cameroun.

ADISI-Cameroun est une organisation qui travaille sur les questions d'accès à l'information et de liberté d'expression. Elle travaille également à la promotion des données ouvertes et du journalisme de données à travers sa plateforme d'accès citoyen à l'information dénommée www.datacameroon.com ou Data Cameroon. De même, du fait d'un positionnement pertinent sur la problématique émergente du numérique, ADISI a opté de se servir des technologies de l'information comme instrument de promotion des droits humains, de la gouvernance et in fine de la démocratie et du développement, concepts qui entretiennent des liens très forts et qui s'enrichissent mutuellement.

RAISON D'ÊTRE

ADISI est une organisation de la société civile à but non lucratif, apolitique et non confessionnelle, de droit camerounais œuvrant depuis des années pour la défense des droits humains et pour la promotion de la bonne gouvernance.

RÉALISATIONS

Depuis sa création, l'Association pour le développement intégré et la solidarité interactive a pu réaliser des actions qui ont largement contribué à son institutionnalisation :

- Mise en place d'un secrétariat exécutif, cheville ouvrière pertinente, répondant à une structuration d'ensemble cohérente, sous l'orientation d'un Conseil d'administration composite.
- Un positionnement clair et pertinent lui conférant une réelle personnalité organisationnelle
- Intégration de réseaux nationaux et internationaux d'envergure dans plusieurs domaines notamment dans le plaidoyer et dans la matière électorale.
- Un portefeuille très étoffé de partenaires ayant permis de diversifier des centres d'intérêt tout en gardant les principes et le cœur de métier de l'organisation
- Une légitimité auprès des autorités publiques du Cameroun du fait de l'adhésion de ces dernières à des initiatives portées par l'organisation
- Mise en œuvre et vulgarisation de plusieurs instruments juridiques de promotion de l'accès à l'information, de défense des droits des femmes, des jeunes et des couches vulnérables par le prisme du numérique.
- Diversification de l'approche de l'organisation du fait d'une complexité des problématiques abordées

De manière plus factuelle et plus spécifique, ADISI – Cameroun a pu réaliser les actions suivantes :

- Formation sur le fact and data camp (fact checking)

-Projet d'accès à l'Information dans la zone les régions du Nord-Est et du sud-ouest en période de crise

-Mise en place d'un mécanisme d'accès à l'information et aux données publiques dans la région les régions du Sud-Ouest et du sud-ouest en période de crise.

-Formation sur le fact checking

-Projet Civic Tech et Accès à l'Information pour la participation et le suivi citoyen des jeunes de Douala 3ème

-Formation des jeunes de Douala 3ème au suivi et au reporting du budget d'investissement public (BIP) et des projets à mettre en œuvre par la Mairie (sur fonds propres)

- Formation sur les mécanismes de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP)

- Initiatrice et sponsor du Groupe de Travail sur le Gouvernement Ouvert logé dans les services du Premier Ministre du Cameroun. Groupe dans lequel elle co-préside représentant la société civile. Partie prenante principale au Groupe de Travail sur le Gouvernement Ouvert (PGO) au Cameroun

- Réalisation du Guide des services communaux pour une meilleure connaissance sur les modalités d'établissement des pièces officielles actes d'état civil (Actes de naissance, actes de mariage, titres fonciers, actes décès, permis de bâtir, etc.)

-Réalisation d'un documentaire sur l'impact de la crise anglophone sur la jeunesse des régions éponymes

- « Open Councils » accompagnement de plusieurs communes du pays à l'utilisation de la CivicTech en vue de l'ouverture des données publiques locales, la promotion de l'accès à l'information locale pour faciliter le contrôle de l'action publique

Par ailleurs, en tant qu'organisation ambitionnant d'acquérir une envergure sous – régionale en charge la promotion de la participation des jeunes aux processus politiques et de développement, ADISI - Cameroun a pu développer de bonnes pratiques sur la base de ses actions réalisées avec succès :

• Réalisation d'un réseau de compétences notamment de promotion de la gouvernance et des droits humains par les nouveaux outils technologiques

• Perspective d'autosuffisance financière partielle de l'organisation par une ingénierie institutionnelle spécifique (à travers l'initiative Data Cameroun)

• Promotion de développement d'une expertise réelle sur le data journalism, l'open data, le fact checking

• Développement d'un leadership affirmé et reconnu en matière de data journalism, d'open data, de fact checking

• Contribution effective à l'animation de l'écosystème numérique au Cameroun

• Légitimité et reconnaissance au niveau régional et continental et global du fait d'une invitation à plusieurs initiatives citoyennes concernant les questions de défenses des droits humains et de promotion de la participation politique des jeunes à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication

• Capitalisation en matière de gouvernance locale et de démocratie participative par la collaboration effective avec les collectivités locales du Cameroun et par la mobilisation des jeunes

• Promotion de la liberté d'expression, de l'accès à l'information locale pour favoriser la participation citoyenne basée sur l'accès à l'information et aux données publiques

• Promotion du genre dans sa politique de recrutement et dans la mise en œuvre de ses différents programmes et projets

• Diversification des thématiques directement ou indirectement liées au fait numérique : implication dans le processus électoral au Cameroun

• Diversification des instruments et approches de la société civile camerounaise dans ses interventions et les initiatives qu'elle porte

• Capacité à initier des actions à très haute portée communautaire dans un souci de contribution à la gouvernance et au renforcement de la démocratie notamment au Cameroun

LEÇONS APPRISES

De 2010 à 2020, ADISI s'est positionnée sur une problématique dont l'influence et l'impact sur la vie des citoyens est évident. Ainsi, en cela, elle a pu développer une expertise utile et sollicitée à tous les niveaux de la vie notamment par les citoyens. Ceci lui a permis d'intégrer sans beaucoup d'obstacles, plusieurs initiatives, des instances et plusieurs cadres de promotion des droits humains et plus largement de la gouvernance, de la démocratie notamment au Cameroun et en Afrique. Par ailleurs, du fait de liens tissés avec certaines institutions internationales et des partenaires techniques et financiers d'envergure, ADISI a pu diversifier son portefeuille de partenaires intervenant dans son champ d'actions et par là même, adresser une palette large d'instruments juridiques et de stratégies de promotion des droits humains, de la démocratie, de la gouvernance.

De même, l'organisation a pu prendre part à plusieurs initiatives portées par des instances régionales ou internationales dont le but est de contribuer à un développement durable, à la stabilité et à la démocratie. Ainsi, fort de ces liens et ramifications existant avec certaines institutions régionales, sous régionales, continentales et mondiale, ADISI - Cameroun a pu prendre part à des rendez-vous très importants de partage d'informations, de promotion de nouvelle forme de production et de diffusion de l'information, induits par le fait numérique.

L'analyse de la mise en œuvre des activités entre 2010 et 2020 permet d'identifier toutefois quelques faiblesses de l'organisation :

Déficit en termes de ressources humaines

Difficultés d'ordre technique (support)

Insuffisance des ressources financières pour la poursuite de certains projets et la pérennisation des acquis

Absence d'un maillage territorial effectif

Difficultés à mobiliser des ressources du fait de leur raréfaction, pour un développement institutionnel à la dimension des ambitions de l'organisation

Difficultés ainsi à organiser régulièrement des rencontres de revue des activités et d'actualisation de la stratégie de l'organisation

AVANTAGE COMPARATIF, VALEUR AJOUTÉE

ADISI - Cameroun est une organisation qui dispose d'un réel atout en tant qu'organisation de la société civile. ADISI - Cameroun, à l'image de cette société civile, a pu acquérir une légitimité institutionnelle et un dynamisme grâce aux questions essentielles auxquelles elle s'intéresse. En outre, pendant ses dix ans d'existence, elle a su se doter d'un réceptif qui, malgré les «Difficultés rencontrées », est parvenu à convaincre les partenaires de tous ordres, de ses capacités à manager les programmes, à recruter et à gérer ses ressources humaines.

Elle a également fait preuve de compétence dans l'identification des priorités et a su en tirer les conséquences du point de vue stratégique et programmatique.

Fort des initiatives entreprises mais également des activités capitalisées depuis sa création, ADISI a su asseoir une légitimité institutionnelle indéniable au point de s'attirer le soutien d'une base très diversifiée de partenaires étatiques et non étatiques, de partenaires techniques et financiers, d'agences et d'institutions spécialisées, etc.

Par cette capacité dont a fait preuve ADISI – Cameroun à étoffer son portefeuille de partenaires financiers et techniques, elle a fini de convaincre sur la flexibilité de son approche mais également sa discipline interne. Ceci lui a permis de contribuer indirectement à la mise en œuvre de plusieurs instruments et stratégies. Parmi ces partenaires, nous pouvons citer :

- National Endowment for Democracy (NED)
- Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)
- International of Freedom Expression Exchange (IFEX)
- Africa Freedom of Expression Exchange (AFEX)
- Conférence des Nations Unies pour la Coopération Economique et le Développement (CNUCED)
- Ligue Africaine des Web Activistes pour la

Démocratie (Africtivistes)

- Internews
- Accès Now
- Internet Sans Frontière (ISF)
- Facebook
- Global integrity
- Agence Française de développement média (CFI)
- L'agence Français de Developpement (AFD)
- Collaboration on International Policy for East and Southern Africa (CIPESA)
- L'ambassade de France au Cameroun à travers le PISSCA

La diversification de ses partenaires reste ainsi un gage de crédibilité et de légitimité.

Sur la base de son expérience, ADISI – Cameroun a la capacité de mobilisation d'un creuset de personnes ressources sur les questions de gouvernance, de production de l'information, de contrôle - qualité de l'information, de leadership des jeunes dans le domaine de la gouvernance locale, appropriation et promotion d'un certain nombre d'instruments juridiques qui promeuvent la participation aux processus politiques et de développement.

En termes de «valeurs ajoutées », l'on peut retenir de ADISI - Cameroun :

Une organisation dotée d'un management dynamique et efficace ainsi que d'une bonne coordination des projets mis en œuvre

Des capacités managériales effectives par le respect des délais de mise en œuvre des projets

Des procédures et règles clairement définies fort des exigences des partenaires financiers mais également de la capacité de l'organisation à définir ses propres règles et procédures

- L'instauration d'un environnement de travail stable avec une définition claire des objectifs de l'organisation mais également des actions qu'elle porte
- La légitimité de l'organisation dans son environnement fort de ses initiatives à haute portée communautaire
- Une organisation réactive aux changements, dynamique et novatrice, disposant d'une bonne réactivité au niveau des projets et des recherches de partenariats
- L'instauration d'une bonne gouvernance institutionnelle par le renforcement du système de sécurité numérique, la fiabilité des informations produites, le respect des procédures et des règles définies
- La création d'un réseau de partenaires, de consultants et de volontaires très impliqués
- Des ressources humaines qualifiées, une équipe dynamique, professionnelle et cohésive
- Des avancées notables sur les questions digitales
- Une plus grande visibilité au niveau national même si elle reste à être renforcée
- Une contribution qualitative des jeunes à la pacification des processus électoraux et à la résolution des conflits communautaires,
- Un plus grand nombre de jeunes outillés en matière de démocratie participative au Cameroun,
- Un rôle important effectué dans la promotion, la vulgarisation et le recours au fact checking, du data journalism et de l'open data dans le traitement transversal de l'information

Enfin, ADISI – Cameroun a pu intégrer plusieurs réseaux tant au niveau national qu'au niveau international.

AU NIVEAU NATIONAL :

Cameroon Advocacy

La plateforme camerounaise pour les élections pacifiques au Cameroun

Au niveau international :

IFEX (International of Freedom Expression Exchange)

AFEX (Africa Freedom of Expression Exchange)

Opening Africa

Ligue Africaine des Web Activistes pour la Démocratie (Africtivistes)

Africa Check

Projet d'Appui aux gouvernements ouverts d'Afrique francophone (PAGOF)

III. ANALYSE DU CONTEXTE ACTUEL

Les sociétés humaines ont toujours connu des mutations obligeant ainsi leurs différentes composantes à constamment redéfinir des stratégies d'intervention pour une survie et une pérennité.

L'universalisation du projet démocratique est aujourd'hui indéniable. En effet, hormis essentiellement deux pays (Corée et Cuba) ayant fondé leur orientation politique sur un positionnement idéologique historique, la plupart des Etats à travers le monde a adopté le projet démocratique. Par ailleurs, il est à noter l'apparition de nouvelles problématiques et chaque événement qui se produit même à des niveaux très localisés se répercute au niveau mondial : c'est l'ère de la mondialisation qui n'abolit ni les inégalités ni les rivalités, mais les mondialise. Il y a par conséquent une nature d'ubiquité des phénomènes, des évènements, des fléaux, etc. Cette situation plonge de facto le monde dans une situation et dans une posture d'urgence, induisant un effritement du débat idéologique qui oblige ainsi à une posture permanente de réactivité et de rapidité.
L'universalisation du projet démocratique n'entraine nullement un nivellement des valeurs tant du point de vue politique que du point de vue économique. L'on note en effet une disparité criante des niveaux de performance en matière de progrès démocratique, disparité n'empêchant nullement une évaluation de tous les Etats se voulant démocratiques, à l'aune des mêmes éléments d'appréciation et d'évaluation (baromètres, indicateurs, indices élaborés d'un point de vue global par les institutions, centres de recherche, les think tank, etc.).

Si certains Etats ont pu arriver à mettre en œuvre des processus électoraux répondant aux normes et standards internationaux, d'autres peinent à assurer des processus électoraux libres et équitables, principes à l'aune desquels les processus électoraux sont normalement évalués.

En effet, plusieurs Etats africains capitalisent des processus électoraux imparfaits du fait de plusieurs facteurs partant d'un déficit d'expertise, d'un contexte électoral conflictuel, les contrecoups et les réalités d'un système de conflit, un déficit de consensus, un mauvais jeu des acteurs, etc. De même, dans le domaine électoral, les acquis ne sont jamais irréversibles, ni définitifs, induisant ainsi une situation de fragilité d'un point de vue politique. L'évolution des processus de démocratisation en dents de scie a fait naitre une sorte de désillusion et de désenchantement démocratique au sein des populations africaines.

L'ouvrage **« L'état de la démocratie dans le monde en 2019 »**, réalisé par International IDEA renseigne largement sur l'état des lieux de la démocratie dans le continent africain.

En effet, même si :

- Après l'Amérique Latine et les Caraïbes, l'Afrique est la région où la démocratie s'est le plus répandue depuis 1975
- La représentativité du gouvernement s'est améliorée sur le continent africain
- Les aspirations démocratiques restent très fortes
- Les libertés civiles sont l'un des aspects démocratiques pour lesquelles l'Afrique présente des meilleurs résultats
- Les élections se sont généralisées dans toute l'Afrique

Il n'en demeure pas moins que :

• Une large proportion d'Etats africains reste considérée comme des régimes non démocratiques

• Malgré les progrès réalisés ces dernières décennies, la tenue des élections reste imparfaite dans plusieurs pays africains

• Dans une bonne partie de l'Afrique, les conflits et les guerres civiles compliquent la consolidation démocratique

• Plusieurs problèmes entravent les initiatives régionales et nationales concernant l'égalité des sexes en Afrique

• Malgré l'expansion de la démocratie dans larégion, plusieurs pays ont connu des reculs significatifs ces dernières années

• L'indépendance du pouvoir judiciaire est l'un des aspects démocratiques les plus faibles en Afrique

• L'Afrique est la région qui présente les plus forts taux de corruption et le plus grand nombre de démocraties affichant de hauts niveaux de corruption.

Du point de vue du développement, il a été noté aussi des initiatives globales, notamment à partir des années 2000, d'encadrement des stratégies de développement face à la « transnationalité » des vulnérabilités et à la disparité des niveaux de développements politiques mais aussi économiques. C'est ainsi que, sous la houlette des Nations Unies, furent élaborés les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui, après 15 années de mise en œuvre ont évolué vers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ces documents influencent fortement les politiques et les stratégies de développement définis au sein des Etats. En outre, l'Indice de développement humain, réalisé annuellement par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui classe les Etats au niveau mondial selon leur capacités à pourvoir en services sociaux de base notamment l'éducation, l'accès à l'eau potable, etc. dresse un tableau peu reluisant du niveau de développement des Etats africains.

Au fil du temps, les contextes évoluent et de nouveaux événements apparaissent, influençant les débats et les choix politiques et stratégiques : fondamentalisme, conflits communautaires et identitaires, radicalisme, extrémisme violent, migration incontrôlée, circulation des armes légères et de petit calibre, etc. Constamment, de nouvelles problématiques émergent et interpellent les acteurs impliqués dans la recherche permanente de solutions.

Par ailleurs, la naissance d'un système de conflits à la suite de la crise libyenne a irradié toute l'Afrique. Les conséquences y sont multiples et multiformes plongeant ainsi plusieurs régions de l'Afrique dans l'insécurité, l'instabilité structurelle et obligeant les Etats à développer des stratégies de lutte et d'endiguement de ces menaces sécuritaires.

Du point de vue de la gouvernance, la plupart des indicateurs portés par certaines institutions internationales, certains centres de recherche ou laboratoires classent les Etats africains parmi les moins performants. L'on peut convoquer l'Indice de perception de la corruption qui classe annuellement les Etats selon leur niveau de corruption, à la suite d'enquêtes au niveau de certaines catégories socio professionnelles.

Enfin, l'émergence de certaines problématiques majeures impactant les politiques et les orientations stratégiques des acteurs et institutions est à relever :

• Un phénomène migratoire difficilement maitrisé du fait de réalités alliant des facteurs con-

joncturels (menaces sécuritaires, pauvreté, etc.) et des facteurs structurels (crise de l'Etat nation, crise de la gouvernance, faible niveau de citoyenneté, échec des politiques de développement, etc.)

• La prégnance des questions environnementales dans l'agenda de la plupart des institutions dédiées au développement

• La montée fulgurante du numérique, bouleversant ainsi les approches liées au développement et ayant un impact réel sur les dynamiques citoyennes de contrôle de l'action publique, sur la mise en œuvre des politiques publiques, etc. A titre d'illustration, en Afrique, on dénombre 362 millions d'internautes avec une pénétration de 29 % pour une démographie de 1,231 milliard . A côté d'une cybercriminalité, l'on voit l'émergence d'une certaine « cybercitoyenneté » à travers les initiatives citoyennes développées grâce aux supports numériques, mais également d'une « cybergouvernance » fort des alternatives crédibles proposées par le numérique pour une meilleure efficacité dans la gestion des politiques publiques.

• Le trafic de drogue, le trafic humain nourrissant et enrichissant d'autres défis sécuritaires et qui restent des enjeux de taille du fait des limites liées à la gouvernance territoriale au sein des Etats africains.

• Enfin, selon les prévisions des Nations unies, la population du continent africain passera de 1,2 milliard d'habitants en 2015 à 2,4 milliards en 2050, soit un quart de la population mondiale. Plus de la moitié de cette population (environ 70%) sera constituée de jeunes de moins de 35 ans . Ceci constitue un potentiel qui, s'il est mal ou non exploité, peut se transformer en plusieurs menaces non pas uniquement pour le continent, mais pour le monde du fait d'une « transnationalité » des menaces et des fléaux.

Préalablement à la réalisation des nouvelles orientations stratégiques, des discussions tenues ainsi qu'une analyse poussée du contexte dans lequel intervient ADISI - Cameroun à l'occasion de l'atelier de planification stratégique ont permis de dégager de nouvelles perspectives stratégiques.

Un diagnostic réalisé sur la base d'un sondage auprès de l'administration de ADISI et de quelques-uns de ses membres a permis d'apprécier le niveau d'efficacité de l'institution tant dans la mise en œuvre de ses actions, la perception que l'environnement des parties prenantes a d'elle, la cohésion d'ensemble du point de vue humain, que dans ses capacités à apporter les réponses pertinentes aux enjeux du moment. De ce diagnostic il ressort qu'un renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles s'impose pour renforcer le dynamisme de ADISI - Cameroun et pour lui doter d'instruments de management lui permettant de s'assurer une gouvernance organisationnelle à la mesure de son envergure nationale et de ses ambitions pour les cinq prochaines années.

Plusieurs recommandations faites renseignent sur la situation de ADISI - Cameroun, ses niveaux de performance managériale, son organisation interne, ses instruments de gestion, son niveau d'efficacité organisationnelle, la pertinence des activités mises en œuvre.

Enfin il convient de préciser que la stratégie de ADISI - Cameroun s'enchâsse dans plusieurs instruments sous - régionaux, continentaux et globaux de promotion de la participation des citoyens aux processus politiques et de paix :

• Objectifs de développement durable (ODD)

• Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance (CADEG)

• Charte africaine de la Jeunesse (CAJ)

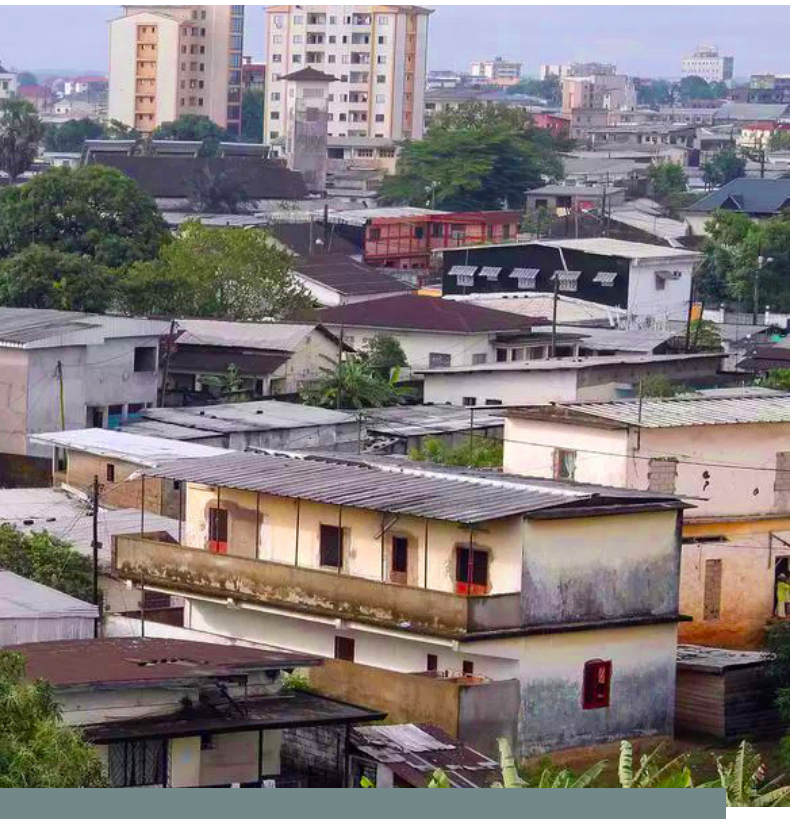
• Résolutions 1325, 2250 et 1850 du Conseil de sécurité des Nations unies

• Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique (CADHP)

• La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)

• Tout instrument juridique pertinent de promotion et de vulgarisation des droits humains de dernière génération

IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES



1.VISION

Une Afrique plus ouverte où règnent la paix et la stabilité pour un développement inclusif et durable

2.MISSIONS

- Œuvrer à la réalisation des instruments nationaux, régionaux et globaux de promotion de la bonne gouvernance et des droits humains par la mobilisation d'acteurs et de réseaux dynamiques et intègres
- Influencer les politiques publiques par la mise à disposition d'informations fiables, scientifiques et crédibles relevant des nouvelles technologies de l'information et de la communication (fact checking, open data, data journalism)

3.AXES ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Axe stratégique 1 : Démocratie, Gouvernance, Droits humains et Processus électoraux

Objectif stratégique 1 : Œuvrer à l'avènement de la démocratie, de la bonne gouvernance, des Droits humains en Afrique centrale et au Cameroun

Axe stratégique 2 Inclusion numérique

Objectif stratégique 2 : Promouvoir une gouvernance numérique inclusive et encourager la participation des femmes et des jeunes aux instances de décision fort d'une maitrise des outils modernes technologiques

Axe stratégique 3 : Thématiques émergentes : Economie verte et Migration

Objectifs stratégiques 3 : Participer à une meilleure intelligibilité des questions actuelles émergentes en vue de proposer des réponses structurelles durables en Afrique

Axe stratégique 4 : Renforcement des capacités organisationnelles de ADISI

ADISI, à l'instar de toutes les organisations présentant le même profil, fait face à beaucoup de défis liés à la problématique de l'institutionnalisation. Ainsi, pour mettre en place une institution à la dimension des enjeux fixés et des nouveaux contours stratégiques définis, il est important de procéder à des recadrages institutionnels, sur une base participative.

Objectif stratégique 4 : Réaliser une organisation de la société civile professionnelle, forte et crédible au service d'une société ouverte et démocratique

4. DOMAINES D'INTERVENTION

Gouvernance et Droits humains

Accès à l'information (Open data, Data journalism)

Fact checking

5.VALEURS

Pour remplir sa mission, ADISI s'appuie sur les valeurs suivantes :

Professionnalisme

Fiabilité

Transparence

Inclusion

Intégrité

Indépendance

6. APPROCHES

ADISI, pour la réalisation de ses missions et l'atteinte de ses objectifs stratégiques, adoptera les approches suivantes :

- L'open data
- Le fact checking
- Le data journalism
- Le Plaidoyer et la sensibilisation
- La Formation
- La Recherche
- Le Civic tech (utilisation du digital pour la participation citoyenne)

7. THÉORIE DU CHANGEMENT RETENUE

SI les citoyens (notamment les jeunes et les femmes) de la région sont mieux intégrés aux processus politiques et de développement, SI le potentiel que représente le numérique est exploité de manière optimale au profit de la transparence, de la bonne gouvernance et des droits humains, SI une dynamique permanente de compréhension des enjeux émergents est impulsée, ALORS le développement durable, la démocratie et la stabilité pourront être réalisés au Cameroun et plus largement en Afrique centrale.

8. PRIORITÉS

- Renforcement des capacités institutionnelles de ADISI
- Mobilisation des femmes et des jeunes pour une meilleure appropriation des outils liés au numérique
- Elaboration d'un plan efficace de mobilisation de ressources
- Contribution à une appropriation des outils du numérique à tous les niveaux pour une meilleure gouvernance et un respect des droits humains
- Définition de programmes efficaces
- Définition de nouveaux outils de gouvernance de ADISI (Manuel de procédures)
- Renforcement de l'équipe de coordination de ADISI par le recrutement de nouvelles ressources

9. CIBLES ET BÉNÉFICIAIRES

- Citoyens (jeunes et autres),
- Organisations de société civile
- Activistes
- Gouvernement,
- Collectivités locales et territoriales
- Journalistes, blogueurs
- Femmes
- Conseillers municipaux et élus locaux

V. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

La stratégie de mise en œuvre est essentiellement définie dans le but d'un plus grand professionnalisme de ADISI – Cameroun. Ce professionnalisme renforcera ainsi sa crédibilité. Ainsi, ADISI – Cameroun pourra bénéficier d'une bonne image et donc fera preuve, si des contenus de qualités sont proposés, d'une réelle capacité de mobilisation. La mobilisation de ressources est à appréhender dans une dynamique d'ensemble intégrant plusieurs éléments dont elle reste une déterminante principale. A terme, pour une bonne stratégie de mise en œuvre, il s'agira d'instaurer un cercle vertueux entre les différentes dimensions dont la mobilisation de ressources sera une déterminante essentielle.

La mise en œuvre de la stratégie de ADISI – Cameroun se fera autour de quelques actions :

- une coordination cohérente,
- une communication efficace,
- une gouvernance organisationnelle dont un suivi évaluation répondant aux impératifs de l'organisation,
- des partenariats durables et un bon réseautage,
- un plaidoyer bien structuré et motivé,
- un développement organisationnel porteur.

La coordination, la communication, le plaidoyer, le suivi – évaluation, le partenariat et le développement organisationnel vont alimenter la mobilisation de ressources qui les renforcera en retour.

COORDINATION

Il s'agira, pour le prochain plan quinquennal, de définir un mode de fonctionnement tenant compte de l'envergure de l'organisation, des nouveaux défis, mais également du contexte. En effet, sur la base de sa structuration, ADISI – Cameroun progressivement se renforcera et étoffera son Département Programme par le recrutement d'un personnel qui sera en mesure de prendre en charge de manière optimale les axes programmatiques nouvellement définis.

MOBILISATION DE RESSOURCES

La mobilisation de ressources reste une action essentielle en ce qu'elle est liée à la survie de l'organisation et à la réalisation des missions qu'elle s'est fixée. Elle reste le point nodal de toute la stratégie de mise en œuvre. Toutes les autres dimensions de la stratégie de mise en œuvre dépendent d'elles et la nourrissent en même temps.

Les principes suivants ont été compris et intégrés par ADISI - Cameroun dans son approche de mobilisation de ressources :

- La mobilisation de ressources est juste un moyen, la fin étant la réalisation de la vision de l'organisme raison pour laquelle la planification stratégique s'est d'abord focalisée sur une revue des activités et une mise à jour de la vision et de la mission tenant compte du contexte actuel
- La mobilisation de ressources est un travail d'équipe, et implique l'engagement de l'institution à la mobilisation de ressources, l'acceptation de la nécessité de mobiliser des ressources ; l'institutionnalisa-

tion des priorités de la mobilisation de ressources, de ses politiques et de son allocation budgétaire

• La responsabilité de l'effort de mobilisation de ressources est partagée par le conseil d'administration, le président ou le directeur général, et l'unité de mobilisation de ressources

• Un organisme a besoin de fonds pour collecter d'autres fonds ce qui motive le choix opéré par ADISI de chercher, à travers la plateforme Data Cameroun, une forme d'auto financement d'une partie de ses activités dans une perspective à court/moyen termes.

Il n'y a pas de solution miracle pour la mobilisation. Il faut une approche spécifique, une expertise et une dynamique d'ensemble. Ce à quoi compte s'atteler ADISI – Cameroun dans les prochaines années.

Par ailleurs, justifier le bienfondé d'une cause juste ne suffit pas à mobiliser des ressources pour sa réalisation. Il faut toute une dynamique cohérente d'ensemble et surtout faire preuve d'utilité et de compétence.

Dans le schéma classique de mobilisation des ressources, la relation avec les partenaires techniques et financiers repose sur trois caractéristiques essentielles de l'organisation :

Légitimité :

ainsi ADISI en est conscient car ayant œuvré à asseoir une légitimité dans son environnement et auprès des partenaires tant étatiques et techniques et financiers mais également à l'endroit des bénéficiaires/cibles de ses actions. Ainsi, par cette planification stratégique qui élargit son champ d'intervention et le spectre de ses cibles et bénéficiaires, ADISI cherche à renforcer et à élargir sa légitimité, préalable à une mobilisation de ressources efficace et pertinente.

Transparence :

la bonne gouvernance organisationnelle est un préalable essentiel qui renforce la crédibilité de l'organisation en ce qu'elle lui permet de se doter d'outils de gestion et de procédures interne pour une bonne gestion des ressources. Ceci justifie le choix opéré par ADISI – Cameroun d'ériger un axe stratégique dédié à renforcer ses capacités institutionnelles.

Reddition des comptes :

L'obligation de rendre compte est une suite à la transparence qui permet de faire un état des lieux tant financier et narratif des réalisations, de l'allocation des ressources, de leur utilisation, etc. Ainsi, en ambitionnant de se doter d'outils de gestion, ADISI Cameroun s'inscrit dans une perspective davantage de professionnalisme pour une mobilisation de ressources optimale.

Depuis sa création il convient de préciser toutefois que des résultats probants ont été relevés en matière de mobilisation de ressources. Plusieurs partenaires techniques et financiers ont fait confiance à ADISI. Enfin, il convient de noter que la collaboration avec certaines institutions étatiques contribue à une légitimation de ADISI, mais également vaut onction auprès des autres partenaires potentiels. Dans la stratégie de mobilisation des ressources, ADISI – Cameroun poursuivra cette dynamique, en l'approfondissant.

PLAIDOYER ET COMMUNICATION

Il s'agit de deux dimensions qui font suite à la mobilisation de ressources et qui lui sont intimement liées. Lors de l'atelier de Planification stratégique ayant permis la finalisation du Document de stratégie 2020-2024, une des principales conclusions fut de se doter d'une stratégie de communication adossée au plan de stratégie et de développer un plaidoyer qui sera en amont et en aval de la stratégie de mobilisation de ressources. Il s'agira également, tenant compte de l'évolution de la stratégie de ADISI - Cameroun, d'adapter le plan de communication, de structurer le plaidoyer et de se doter de nouveaux supports de communication.

SUIVI – ÉVALUATION

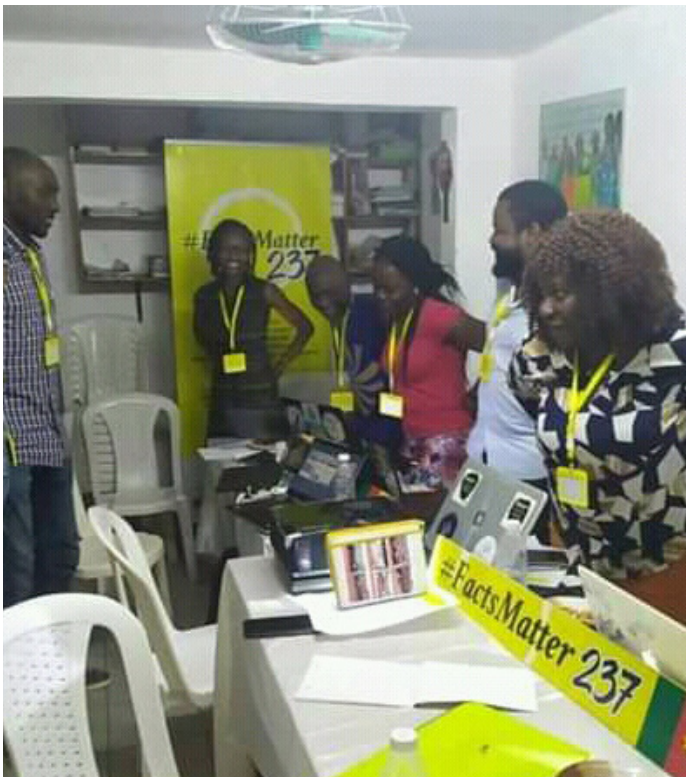
Le suivi évaluation est une activité qui renseigne sur le niveau de management technique et de mise en œuvre des activités tirées du plan d'action. Ainsi, le suivi évaluation sera une activité importante qui permettra de jauger le niveau de réalisation des actions prévues par l'organisation sur la base d'indicateurs objectivement vérifiables. Cette dimension répond à une des attentes fortes des partenaires : le principe de redevabilité et la reddition des comptes.

PARTENARIATS

Dans le cadre de ses activités, ADISI - Cameroun

développera des partenariats solides et durables. Il a su convaincre de sa légitimité et de son utilité relativement à la gouvernance, à l'accès à l'information, à a liberté d'expression, à la défense des droits humains, etc. Sous ce rapport, les initiatives suivantes seront déroulées en vue de la réalisation du Plan d'action quinquennal 2020 -2024 :

• Bâtir des partenariats avec les communautés de base ainsi que les jeunes



• Mettre l'accent sur les localités où ADISI a une solide expérience et une forte présence

• Favoriser une approche sous régionale

• Contribuer à l'accès des jeunes et des femmes à des instances de concertation et de décision

• Documenter et publier les progrès et les réalisations des bénéficiaires et des cibles

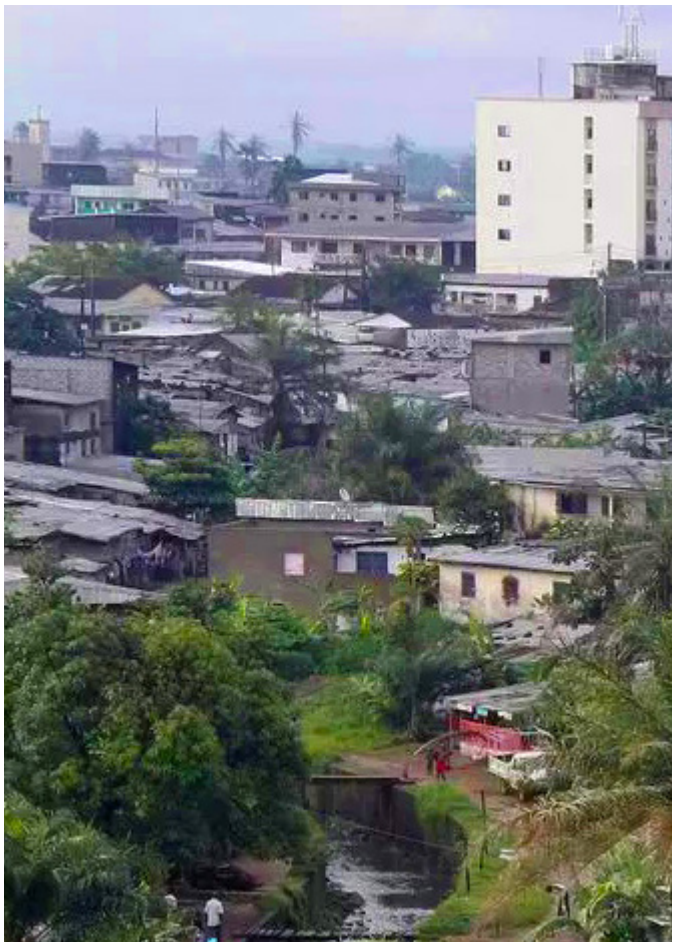
DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

Le diagnostic sur l'efficacité organisationnelle réalisé au cours de l'atelier de planification stratégique a fait ressortir un besoin pressant de renforcement des capacités institutionnelles afin d'assurer la pérennité de ADISI. Il s'agit ici d'élaborer des stratégies à mettre en œuvre, de faire des interventions qui contribuent à l'accomplissement de la mission de ADISI - Cameroun et assurent sa durabilité. L'accent sera mis sur les actions suivantes :

-L'élaboration d'un système de gestion organisationnelle, de ses processus, de ses outils

-La conception d'un manuel de procédures

- La revue périodique de la mise en œuvre des activités, de la gestion de l'organisation

-Le recrutement et le renforcement des capacités du personnel (renforcement du département programme, recrutement de chargés de programme, d'un responsable suivi évaluation, etc.)

-L'élaboration d'une stratégie de communication intégrant des outils de communication institutionnelle tels que site web, bulletins trimestriels, rapports annuels...